



07 AVR. 2016

**C\_2016\_043**

**EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU  
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION**

**SÉANCE DU JEUDI 31 MARS 2016**

Direction Générale des Services  
Gestion des Assemblées  
Aménagement Economique et  
Urbain

L'an deux mille seize le trente et un mars à dix huit heures, *le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.*

Nombre de Membres		
Affiliés au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	59

**Objet de la  
délibération:  
Accord de la  
Communauté  
d'Agglomération  
Dracénoise sur la  
demande de  
dérogation au  
principe  
d'urbanisation  
limitée au profit de  
la commune du Muy**

**PRÉSENTS :**

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Claude ALEMAGNA, Alain PARLANTI, Bernard CHILINI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gérald PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Raymond GRAS, Hugues MARTIN, Daniel MARIA, Fabien MATRAS, Nicole FANELLI, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Serge BALDECCHI, Yves BACQUET, Christophe CARRIERE, Frédéric MARCEL, Franck AMBROSINO, Anne-Marie AMOROSO, Alain CAYMARIS, Stéphan CERET, Christine CHALOT-FOURNET, Bernard CHARDES, Brigitte DUBOUIS, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Mathilde KOUJI-DECOURT, Yves LE POULAIN, Françoise LEGRAIEN, Florence LEROUX, Grégory LOEW, Fabrice MAGAUD, André MENET, Jacques MICHEL, Jean-Pierre MOMBAZET, Christine NICCOLETTI, Michèle PELASSY, Thierry PESCE, Christine PREMOSELLI, Francine REGAZZETTI, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Alain VIGIER

**REPRÉSENTÉ(S) :**

Sophie DUFOUR pouvoir à Frédéric MARCEL, Jutta AUGUIN pouvoir à Francine FIORINI, Alain BOUCHER pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Nathalie GONZALES pouvoir à Alain PARLANTI, Malika GUELLATI pouvoir à Michèle PELASSY, Marie-Christine GUIOL pouvoir à Jacques LECOINTE, Alain HAINAUT pouvoir à Richard STRAMBIO, Laure REIG pouvoir à Fabien MATRAS, Valéria VECCHIO pouvoir à Thierry RUDNIK

**ABSENT(S) :**

Gilbert BOUZEREAU, Sandrine MARY-BOUZEREAU, David SONNEVILLE

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE :** Madame Mathilde KOUJI-DECOURT

**RAPPORTEUR :** Monsieur Hugues MARTIN

Transmis le : 04. AVR. 2016

Au Représentant de l'État,  
conformément aux dispositions  
de la loi du 2 mars 1982

La Communauté d'agglomération dracénoise est saisie par la commune du Muy d'une demande de dérogation à l'article L122-2 alinéa 1, qui lui permettrait d'ouvrir à l'urbanisation certains secteurs.

La CAD, en tant qu' EPCI en charge du SCoT, doit statuer sur cette demande de dérogation en vertu des procédures prévues par les anciennes dispositions du code de l'urbanisme conformément aux dispositions transitoires prévues d'une part, dans la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 (article 129 IV alinéa 2) et d'autre part, dans l'ordonnance de 2015-1174 du 23 septembre 2015 (article 10).

Ainsi, dans ce cadre, la dérogation ne peut être refusée que « si les inconvénients éventuels de l'urbanisation envisagée pour les communes voisines, pour l'environnement ou pour les activités agricoles sont excessifs au regard de l'intérêt que représente pour la commune la modification ou la révision du plan » (L122-2 alinéa 4 lors en vigueur).

Le projet de PLU, arrêté par la commune, prévoit une ouverture à l'urbanisation pour cinq secteurs.

Cette urbanisation permettrait de répondre aux besoins de développement de la commune, notamment en matière d'activités économiques mais également de parvenir à un développement urbain cohérent.

La demande d'ouverture à l'urbanisation porte donc :

**1. Sur environ 2,2ha de la partie nord du secteur des Cadenades actuellement classée en zone NB au POS.**

Ce secteur, qui serait nouvellement inscrit en zone 2AU au PLU, permettrait la réalisation d'une opération d'aménagement d'intérêt communautaire à vocation principalement d'habitat.

Les inconvénients liés à ce classement ne sont pas excessifs au regard de l'intérêt de cette ouverture à l'urbanisation, ni pour les communes voisines ni pour l'environnement ni pour les activités agricoles.

La CAD est donc favorable à l'ouverture à l'urbanisation de ce secteur.

**2. Sur une extension limitée d'environ 1,7ha au nord de la zone d'activités économiques des Ferrières actuellement classée en zone NC au POS.**

Cette extension, qui serait nouvellement classée en zone 3AU au PLU, permettrait de pallier la raréfaction du foncier économique sur le territoire de la commune.

Les inconvénients liés à ce classement ne sont pas excessifs au regard de l'intérêt de cette ouverture à l'urbanisation, ni pour les communes voisines ni pour l'environnement ni pour les activités agricoles.

La CAD est donc favorable à l'ouverture à l'urbanisation de ce secteur.

**3. Sur le reclassement d'environ 1,8ha de différents secteurs actuellement situés en zones NB et ND sis boulevard de la Libération et bois des Bellugues**

Il s'agit d'inscrire :

Une construction actuellement classée en zone NB au POS, en zone UC pour 0,17ha ;

Des secteurs actuellement classés en zone NB au POS, en zone UE (bois des Bellugues) et UF (les Plans) pour 1,53ha ;

Un secteur actuellement classé en zone ND au POS, en zone UE (Est du quartier des

Bellugues) pour 0,1ha.

Les inconvénients liés à ce classement ne sont pas excessifs au regard de l'intérêt de cette ouverture à l'urbanisation, ni pour les communes voisines ni pour l'environnement ni pour les activités agricoles.

La CAD est donc favorable à l'ouverture à l'urbanisation de ce secteur.

**4. Sur le reclassement du quartier Saint-Jauffret pour environ 20,96ha, largement bâti, actuellement situé en zone NB.**

Il s'agit d'inscrire:

En zone 1AU environ 19,1ha, en limite nord de l'agglomération communale, secteur où la desserte et les réseaux doivent être renforcés ;

En zone UC environ 1,86ha correspondants aux secteurs déjà desservis et équipés.  
Les inconvénients liés à ce classement ne sont pas excessifs au regard de l'intérêt de cette ouverture à l'urbanisation, ni pour les communes voisines ni pour l'environnement ni pour les activités agricoles.

La CAD est donc favorable à l'ouverture à l'urbanisation de ce secteur.

**5. Sur le reclassement du secteur « Barnafé » et « les Valettes » pour environ 45,02ha, déjà bâti, actuellement situé en zone NB au POS.**

Il s'agit d'inscrire :

En zone UA environ 0,36ha à proximité directe du centre-ville ;

En zone UB environ 4,01ha à proximité du centre-ville ;

En zone UC environ 8,49ha en limite sud de la RDN7 disposant d'une desserte cohérent et d'un bon niveau d'équipement ;

En zone 1AU environ 32,16 ha secteur des « Valettes et des Pinèdes » où la desserte et les réseaux doivent être structurés.

Les inconvénients liés à ce classement ne sont pas excessifs au regard de l'intérêt de cette ouverture à l'urbanisation, ni pour les communes voisines ni pour l'environnement ni pour les activités agricoles.

La CAD est donc favorable à l'ouverture à l'urbanisation de ce secteur.

L'urbanisation de ces zones répond pleinement aux besoins d'un développement équilibré de la commune dans le cadre de l'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme, en cohérence avec les ambitions développées dans le PADD du SCoT et n'induit pas d'inconvénient excessifs ni pour les communes voisines, ni sur l'environnement ni pour les activités agricoles.

Envoyé en préfecture le 04/04/2016

Reçu en préfecture le 04/04/2016

Affiché le **07 AVR. 2016**  
ID : 063-248306493-20160331-C\_2016\_043-DE

En conséquence et au vu de l'avis favorable de la commission Urbanisme du 18 mars 2016, il est demandé au Conseil d'agglomération de bien vouloir :

- Accorder, à la commune du Muy et pour les secteurs décrits ci-dessus, la dérogation au principe d'urbanisation limitée dans les communes non couvertes par un SCoT applicable, au vu des éléments qui précèdent et en l'absence d'inconvénient excessif lié à cette ouverture eu égard aux communes voisines, à l'environnement et aux activités agricoles.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

1 ne souhaite(nt) pas participer :  
Franck AMBROSINO

Fait à Draguignan, le jeudi 31 mars 2016

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président  
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.